

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOSEL MANOSQUE

PASSAIRE ST MARTIN
CS 90024
04107 MANOSQUE
04100 Manosque

Références : DEP-MAN-2024-00022

Code AIOT : 0006405518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les années 2022 et 2023 ont permis de prendre conscience de l'impact du changement climatique, et en particulier de la sécheresse sur la disponibilité de la ressource en eau.

L'inspection réalisée se situe dans le cadre d'une action menée au niveau régional entre le 12 et le 17/02/2024 afin d'une part de faire de la collecte de données sur les niveaux de prélèvements et les masses d'eau concernées, mais aussi de vérifier la prise en compte de ces thématiques à enjeux par les exploitants, et le respect de certaines prescriptions de bases concernant les prélèvements et la consommation en eau.

Cette action pourra être complétée par une action plus spécifique sur l'application des restrictions

sécheresses et des PSH (Plan de Sobriété Hydrique) si les zones d'alertes considérées étaient placées en alerte ou en crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSSEL MANOSQUE
- PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque
- Code AIOT : 0006405518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité du site est le stockage en cavités salines souterraines d'hydrocarbures liquide (produits raffinés et brut notamment).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article /	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article /	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements, substances et rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a la connaissance de ses prélèvements, et de ses usages. Il est capable de les quantifier, et de les suivre.

La situation très spécifique du site de GEOSEL vis-à-vis de son prélèvement et de la typologie de ses usages engendre la nécessité de revoir en partie le PSH pour aboutir à un document pertinent dans le cadre d'une action conjoncturelle en période de sécheresse.

En particulier l'inspection considère qu'il y a lieu de préciser les éléments sur la consommation du site, plutôt que de raisonner sur un prélèvement nette, qui dans le cas d'espèce n'est représentatif ni de l'activité du site, ni même de la tension générée sur la ressource.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : A ce jour, l'arrêté préfectoral du site ne comprend pas de prescription relative à l'origine de l'eau.
Constats : Il apparaît que l'AP du site de 2014 ne dispose d'aucune prescription relative à l'origine de l'eau. L'exploitant est toutefois en mesure de fournir ces éléments, éléments qui seront précisés dans le cadre de la refonte de la base réglementaire applicable au site prévu en 2024. En particulier, l'exploitant dispose de deux sources d'approvisionnement en eau: <ul style="list-style-type: none">- une source pour les usages sanitaires provenant du réseau AEP- une source pour les usages industriels provenant du canal EDF (prise d'eau à Villeneuve) Le PSH de l'exploitant détaille l'emplacement précis des points de prélèvements, ainsi que les masses d'eau concernées le cas échéant. Le prélèvement se faisant dans le canal EDF, l'exploitant a choisi d'indiquer comme code masse d'eau celui correspondant à la Durance au Barrage de Serre-Ponçon, point de départ du canal EDF. Toutefois le prélèvement est bien effectué dans le canal qui ne dispose pas réellement de code masse d'eau. L'exploitant est donc assujéti au respect de l'arrêté cadre interdépartemental sécheresse (et non pas l'arrêté cadre départemental) au titre de la zone d'alerte Moyenne Durance, qu'il a correctement identifiée. La situation en termes de prélèvement est complexe car l'exploitant dispose d'une autorisation de prélèvement qui n'est pas limitée à sa consommation courante, ni même à son utilisation propre. Il alimente d'une part un autre industriel (Géométhane), mais il concourt également à l'alimentation du barrage de la Laye à Forcalquier en cas de besoin. Plus que le prélèvement net dans le canal EDF, il convient donc de s'intéresser, dans cette démarche au volume du prélèvement qui est effectivement destiné au site et à ses installations industrielles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Comme rappelé précédemment la seule source d'eau à usage industriel est issue du prélèvement dans le canal EDF au niveau de Villeneuve (04). Sur cette station de pompage, l'exploitant dispose de compteurs lui permettant de connaître précisément la quantité d'eau prélevée. Il est également capable de déterminer la quantité d'eau

qui est acheminé vers le barrage, celle qui est acheminée depuis le canal jusqu'à ses installations industrielles, et l'eau transitant directement du barrage (gravitairement) jusqu'à ses installations. Il est également en mesure de justifier le volume d'eau transmis chaque année à son voisin Géométhane.

Enfin il dispose d'une comptabilité lui permettant de connaître, en vertu des accords dont il dispose avec le SIIRF, la quantité d'eau stockée dans le barrage et qui lui appartient. Il apparaît en particulier qu'on n'a pas de bijection sur un pas de temps court entre la quantité prélevée et la quantité consommée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article /

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

A ce jour, l'arrêté préfectoral du site ne comprend pas de prescription relative à l'origine de l'eau.

Constats :

L'arrêté préfectoral du site ne comprend aucune prescription relative aux volumes de prélèvements/consommations/consommations spécifiques.

Comme évoqué au Point N°1, la refonte de la base réglementaire applicable au site est en cours et viendra préciser ces éléments.

Suite au rapport d'inspection du 14/12/2023, il avait été demandé à l'exploitant de présenter un état des lieux de sa consommation d'eau et de ses prélèvements, en les distinguant par type d'usage.

A ce jour, l'exploitant a été en mesure de détailler ses usages qui sont les suivants:

1- Lessivage de cavités (opérations exceptionnelles, soumise à porter à connaissance auprès de l'administration). Cette consommation est conséquente mais considérée comme exceptionnelle et doit faire l'objet d'une analyse préalable au cas par cas.

2-décristallisation

3. Rinçage avant travaux

4. inspections (racleur)

5.Tests épreuves hydrauliques

6. Eau incendie

7. Eau transmise à Géométhane

Et de manière plus anecdotique on retrouve l'arrosage des espaces verts, ainsi que le refroidissement en circuit ouvert de certaines pompes (30m3) pour lequel un plan d'action de remplacement a été mis en place par l'exploitant (voir rapport d'inspection du 14/12/2014).

A ce jour, l'exploitant est en mesure de justifier de sa consommation annuelle d'eau mais ne dispose pas d'une compatibilité claire par type d'usage. Il relève de manière journalière la quantité d'eau utilisée, et précise l'usage principal de l'eau considérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une comptabilité lui permettant une évaluation de la consommation en distinguant les différents postes suivants (à minima):</p> <p>A) Eau "process" : refroidissement, lavage, rinçage, décristallisation.</p> <p>B) Eau "réglementaire": épreuves hydrauliques, inspections périodiques (racleurs), eau incendie</p> <p>C) Eau "lessivage"</p> <p>D) Eau transmise à Géométhane</p> <p>Il devra transmettre sous 15j, cette répartition, au titre de l'année 2023.</p> <p>Pour 2023, l'eau réellement passée par le site correspond à environ 20000m³ (dont une partie est transmise à Géométhane) à comparer avec un prélèvement d'1,6 millions de m³ dont une grande partie est stockée dans le barrage de la Laye.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant relève de manière journalière la quantité d'eau utilisée sur site en indiquant l'usage réservé à l'eau. Considérant la spécificité du prélèvement effectué par GEOSSEL, en lien notamment avec l'alimentation du barrage, il est considéré que ce suivi de la quantité d'eau utilisée sur site et le niveau de suivi pertinent pour caractériser l'impact de l'activité industrielle. La quantité moyenne utilisée est inférieure à 100m³ /j, mais ce seuil est bien susceptible d'être dépassé justifiant le suivi à la maille journalière. Le prélèvement de Villeneuve, est lui suivi à la maille hebdomadaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec le constat précédent, l'exploitant devra modifier ce fichier de suivi journalier afin d'être en mesure de spécifier sa comptabilité de consommation d'eau en fonction des différents usages identifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements, substances et rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la

<p>rubrique 3660 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.</p> <p>Substances et rejets :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sa comptabilité précise concernant l'eau utilisée sur site. Considérant la spécificité du prélèvement du site. Il est considéré que le volume à prendre en compte est ce volume réellement entrant sur le site sans considérer l'alimentation du barrage, et en retranchant la quantité d'eau pour fourniture Géomethane (qui sera comptabilisée pour cet exploitant).</p> <p>Il apparaît toutefois que les volumes considérés sont de l'ordre de 20000m³ (avec un prélèvement milieu naturel). L'exploitant doit donc déclarer sur GEREP ses prélèvements.</p> <p>Cette obligation n'était pas respectée, ce qui avait été signalé à l'exploitant lors de l'inspection et formalisé dans le rapport du 14/12/2023. L'exploitant a depuis créé son compte sur l'application GEREP, et est en mesure de procéder aux prochaines campagnes de déclaration.</p> <p>Le futur arrêté préfectoral viendra préciser cette obligation, et en particulier sur le volume à considérer pour cette déclaration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à déclarer désormais sur l'application GEREP ses prélèvements d'eau. Il devra s'assurer pour les autres champs de l'application (déchets, air..) du respect des seuils de non soumission à déclaration, ou procéder aux déclarations le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p>

<p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone d'alerte (issue de l'arrêté cadre inderdépartemental DURANCE SIAGNE VERNON) de laquelle dépend l'exploitant n'a pas fait l'objet d'un déclenchement d'un niveau de vigilance ou d'alerte en 2023. Aucune déclaration ou mesure n'était donc attendue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 est maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a présenté la première version de son PSH lors de l'inspection.

Le formalisme respecte les attentes de l'inspection. Le PSH identifie bien notamment les sources d'approvisionnement en eau, les points de prélèvement, leur localisation, ainsi que le volume prélevé.

Après échanges avec l'Inspection, et considérant la spécificité du fonctionnement du site, de son prélèvement, et de l'usage des eaux, ce PSH doit être modifié / complété.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ce PSH doit être complété par les éléments suivants:

- Ajout de la notion d'eau consommé sur site, considérant que la stricte donnée de prélèvement n'est pas pertinente dans le cas d'espèce pour mener une démarche pertinente de prise en compte des impacts sécheresses

- Détail de la consommation par postes (comme précisé dans les constats précédents)

- Si l'exploitant a présenté les réductions conjoncturelles qu'il a proposées dans le cadre de l'opération de lessivage à venir (lien avec le porter à connaissance de restauration de capacité de la cavité K) en accord avec les réductions forfaitaires attendues, il ne propose aucune mesure de réduction conjoncturelle vis-à-vis de ses consommations dites "courantes". Il est à noter toutefois qu'une opération de lessivage représente 1 à plusieurs millions de m³ quand une la consommation courante du site (en incluant les consommations fatales nécessaires pour le respect de la réglementation (épreuves hydrauliques, surveillance des canalisations...)) est de 20000m³.

Il est donc attendu de la part de l'exploitant, d'une part un engagement sur les mesures simples à mettre en œuvre (arrêt de l'arrosage des espaces verts, sensibilisation des employés...) dès la phase de vigilance, et d'autre part une proposition de mesures de réduction sur chaque typologie d'usage définie. En effet, Il est à noter que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'actions de réduction de la consommation significatives. La typologie des usages explique en grande partie ce constat (eau nécessaire pour épreuves réglementaires, pour inspection des canalisations, pour le réseau incendie, pour la décristallisation des installations...). Il est donc nécessaire de présenter un argumentaire précis justifiant les consommations sur lesquels l'industriel est en mesure d'agir et de proposer des mesures et celles pour lesquelles la démarche n'est pas pertinente.

En fonction de la typologie des usages l'exploitant devra clairement indiquer pour chaque phase s'il est en mesure de proposer une réduction, de proposer un décalage dans l'usage de cette eau (exemple de l'eau utilisée pour épreuve hydraulique), ou si cette eau est exclue du champ des réductions conjoncturelles attendues (eau incendie). Si certaines consommations étaient estimées comme étant fatales, il devra apporter l'argumentaire nécessaire, en justifiant l'impact d'une réduction de ces consommations sur le fonctionnement des installations, et sur leur sécurité.

Il est également attendu la fourniture d'un logigramme représentant les différents flux de l'eau depuis le prélèvement de Villeneuve jusqu'à leur segmentation entre les différents usages sur site (incluant la fourniture Geométhane).

Enfin, l'exploitant devra pour toute opération exceptionnellement consommatrice (type lessivage) fournir un porter à connaissance spécifique, traitant de la problématique de la gestion de la ressource en eau, et de la manière dont il prend en compte les périodes possibles d'alerte sécheresse (ce point sera précisé dans l'arrêté préfectoral du site en cours de révision).

Type de suites proposées : Sans suite